

Questions orales

M. l'Orateur: La motion exige le consentement unanime de la Chambre aux termes de l'article 43 du Règlement. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas unanimité.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LES AVIONS CF-5—LA FABRICATION CHEZ CANADAIR—LE PROCÈS INTENTÉ AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL PAR LA NORTHROP CORPORATION

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Avant que la Northrop Corporation de Los Angeles intente récemment des poursuites, le gouvernement a-t-il eu des consultations avec les directeurs de Canadair Limited de Montréal et la Northrop Corporation, afin de savoir pourquoi le permis autorisant la construction de l'avion de chasse CF-5 au Canada a été annulé? Si oui, quel en a été le résultat?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, c'est mon collègue, le ministre des Approvisionnement et Services qui s'est occupé de cette affaire.

M. MacKay: Monsieur l'Orateur, j'aurais aimé poser une question supplémentaire au ministre des Transports, mais comme il n'est pas ici, je l'adresse au ministre des Approvisionnement et Services ou au premier ministre ou...

Une voix: Le voici.

M. MacKay: Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné la situation actuelle portant à controverse dans l'industrie aéronautique canadienne à cause de Canadair et de l'intervention de la United States Northrop Corporation et vu les éventuelles poursuites judiciaires contre l'industrie aéronautique canadienne, le ministre peut-il assurer à la Chambre qu'il évitera pour le moment d'engager Air Canada dans cette industrie par l'entremise de Comstock?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, les rapports entre Comstock et Air Canada sont actuellement à l'étude. Aucune décision n'a encore été prise, mais nous étudions sérieusement la question.

LES AVIONS CF-5—LE RISQUE DE POURSUITES EN CAS DE VENTE À L'ÉTRANGER—LES MESURES FINANCIÈRES POUR RÉPONDRE AUX EXIGENCES DU CONTRAT

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire pour le ministre des Approvisionnement et Services. A-t-il informé le cabinet de la possibilité qu'il y ait poursuite si des contrats de vente ont été conclus avec d'autres pays à cet égard, et

[M. McKenzie.]

a-t-on prévu des mesures d'urgence pour financer les frais éventuels du contrat visant le CF-5?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnement et Services): Monsieur le président, cette question est importante, mais elle demeure tout de même une question d'ordre administratif. Il y a quelques semaines, j'ai fait parvenir une offre ferme à la société Northrop. D'ailleurs, j'invitais cette société à s'unir au gouvernement fédéral pour porter une partie du litige devant les tribunaux canadiens, étant donné que la différence d'intérêt était très grande. Cela a trait à la vente d'avions à un pays étranger.

Quant à la transformation du F-5 en CF-5, la société Northrop intente une action contre le gouvernement fédéral. Je dois ajouter que cela touche à la société Canadair qui est aussi une filiale d'une société américaine.

Je trouve malheureux que l'on ait à aller devant les tribunaux, mais c'est le chemin qu'a choisi la société Northrop. Il est une troisième partie au litige, celle relative aux dédommagements pour l'industrie canadienne. A mon avis, cela est très important, et l'on va voir à défendre nos droits quant à cet aspect du problème.

[Traduction]

LES AVIONS CF-5—LA MAUVAISE GESTION FINANCIÈRE DE LA CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE LORS DE LA VENTE AU VENEZUELA

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une autre question au ministre des Approvisionnement et Services. Le rapport de 1972 de l'Auditeur général ayant établi que la Corporation commerciale canadienne a mal géré les deniers publics provenant de la vente faite au Venezuela, quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour remédier à ce mauvais usage flagrant de l'argent du contribuable?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnement et Services): Monsieur le président, je n'accepte pas les prémisses de l'honorable député, mais nous étudions actuellement le rapport de l'auditeur général, et en temps et lieu je pourrai faire des observations.

[Traduction]

L'AVION CF-5—L'APPROBATION MINISTÉRIELLE DES NÉGOCIATIONS POUR LA VENTE À L'ÉTRANGER—LES RÉPERCUSSIONS DE L'ANNULATION DES LICENCES

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre des Approvisionnement et Services? Le cabinet a-t-il approuvé les négociations avec l'étranger concernant la vente des appareils de type CF-5?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnement et Services): Monsieur le président, je n'étais pas à cette époque responsable de ce ministère. Donc je vais consulter les dossiers, et j'informerai l'honorable député.